

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

L'idée d'unité européenne est ancienne, mais relevait du domaine de la réflexion intellectuelle ou politique – des hommes comme Saint-Simon au XVIII<sup>ème</sup> siècle ou Victor Hugo au XIX<sup>ème</sup> siècle avaient déjà compris l'importance et la nécessité de créer des « Les Etats-Unis d'Europe » afin de maintenir la paix européenne<sup>1</sup>. Après 1945, elle devient une nécessité qui prend peu à peu une forme concrète. Un certain nombre d'États choisissent de faire avancer ce projet en créant une coopération économique. De la CECA à la CEE puis à l'UE, les étapes de la construction européenne sont bien connues mais leur sens fait problème. Longtemps considérée comme un espace économique, l'Europe a peu à peu affirmé une identité politique qui hésite entre utopie et réalité. Dès l'origine deux visions s'opposent :

- celle d'une coopération économique entre États et gouvernements,
- celle de la création d'un État fédéral européen.

Toute la construction européenne depuis le congrès de La Haye en 1948 jusqu'au traité de Lisbonne en 2007 a hésité entre ces deux directions. Si l'Union Européenne a acquis certaines caractéristiques d'une entité politique, elle est loin d'être organisée de façon cohérente et de parler d'une seule voix dans le monde. Le projet d'union économique est aujourd'hui très avancé et a fait de l'Union européenne une grande puissance économique. Le projet de construction politique est plus ambigu, avec une Union européenne qui n'est pas un État mais qui en a les structures, et qui reste un « nain » diplomatique et militaire. Or, dans le monde d'aujourd'hui marqué par la mondialisation, la puissance économique et la puissance politique, diplomatique et militaire vont de pair.

Problématique : La construction du projet politique européen depuis 1948 a-t-il abouti à la mise en œuvre d'un modèle politique européen faisant de l'Union Européenne une grande puissance sur la scène internationale ?

#### **I. Une histoire en construction, le projet européen**

##### **A. 1945-1957 intégration européenne et indépendances nationales**

###### **1) Un signal de départ : le congrès de La Haye**

Le Congrès de La Haye est une manifestation importante qui marque le commencement de la construction d'une Europe politique. La manifestation est aussi appelée congrès de l'Europe. Elle se déroule de la manière suivante :

- l'initiateur est le comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne, qui réunit de nombreuses associations favorables à la construction européenne.
- les participants sont au nombre d'environ 800 personnes, hommes politiques, universitaires, intellectuels, experts. Ils viennent de toute l'Europe, ainsi qu'une délégation d'observateurs américains.
- Elle se déroule sous le patronage de Winston Churchill, ancien Premier Ministre britannique, auréolé de son prestige de vainqueur de la seconde Guerre Mondiale et qui avait appelé en 1946 à la création des « Les Etats-Unis d'Europe » dans un discours prononcé à Zurich.
- Elle a lieu à La Haye, ville importante des Pays-Bas, marquée par les bombardements de la seconde Guerre Mondiale
- Les travaux sont organisés au sein de 4 commissions : une commission politique, une commission économique, une commission culturelle et une commission de synthèse.

---

<sup>1</sup> Ils s'opposaient en cela à la théorie de l'équilibre européen qui dirigeait les relations diplomatiques européennes, théorie visant à ce qu'aucune puissance n'en viennent à dominer le continent, tâche pour les autres puissances d'utiliser tous les moyens pour l'empêcher, y compris la guerre.

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

Ce congrès se déroule du 7 au 10 mai 1948, soit 3 ans jour pour jour après la capitulation de l'Allemagne.

Ce congrès se déroule dans un double contexte :

- celui du début de la guerre froide avec le blocus de Berlin
- celui du double traumatisme qui fait prendre conscience de la nécessité d'un rapprochement des Etats européens :
  - o pour assurer une paix durable,
  - o pour permettre la reconstruction du continent
  - o pour enrayer le déclin de son influence dans un monde dominé par les deux Grands : les Etats-Unis et l'URSS.

Le Congrès s'appuie sur une longue tradition de pensée politique visant à créer une Europe politique :

- le concept d'Europe est une idée ancienne. L'idée d'Europe émerge dès la fin du Moyen Age et s'affirme au siècle des Lumières (XVIII<sup>ème</sup>) puis au XIX<sup>e</sup> siècle, comme contrepoids ou exutoire des nationalismes, avec le mythe romantique de « l'Europe des peuples », qui culmine en 1848. Elle reprend vigueur après la première Guerre Mondiale à travers le principe de « sécurité collective » mis en avant par opposition au principe « d'équilibre européen ». De nombreux intellectuels de divers pays intègrent l'Europe comme donnée fondamentale des relations internationales et comme utopie d'harmonie entre Etats concrètement réalisable, parmi lesquels Saint Simon au XVIII<sup>ème</sup> siècle ou Victor Hugo au XIX<sup>ème</sup> siècle.
- les premières réalisations pratiques commencent dans les années 1930 avec le mémorandum d'Aristide Briand, ministre français des Affaires Etrangères sur une union régionale européenne qui instaurerait « une sorte de lien fédéral » entre les pays d'Europe. Mais la crise économique et la montée en puissance des totalitarismes font obstacle à cette idée.
- le souvenir très proche de la Seconde Guerre Mondiale rend à la fois
  - o urgente toute initiative destinée à empêcher un nouveau cataclysme destructeur pour le continent
  - o délicate l'idée européenne, qui implique une forme d'entente entre vainqueurs et vaincus.

Les débats : opposent les partisans d'une fédération européenne et ceux qui se contentent d'une coopération entre les divers Etats

Les conclusions sont regroupées dans une déclaration finale en 4 parties : politique, économique et sociale et culturelle et de synthèse et comprend un message aux Européens (rédigé pour l'essentiel par l'intellectuel Suisse Denis de Rougemont)

Plusieurs réactions immédiates se font jour :

- A l'initiative du gouvernement français, est proposée la création d'une assemblée européenne, qui devient la base du conseil de l'Europe.
- A l'initiative de l'intellectuel Denis de Rougemont, est créé le centre européen de la culture.

#### 2) Trois cercles européens

Trois cercles européens tentent d'apparaître dans les années 1940-1950 :

- le Conseil de l'Europe : un lieu de réflexion
- la CECA (Communauté Européenne du Charbon et l'Acier) : une réalisation économique concrète
- la CED (Communauté Européenne de Défense) : un projet politico-militaire avorté, qui devait être complétée par une Communauté Politique Européenne (CPE)

**Thème 4 : Les échelles de gouvernement**  
**Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948**

**TABLEAU COMPARATIF**

	<b>Conseil de l'Europe</b>	<b>CECA</b>	<b>CED</b>
Point de départ	Résolution du congrès de La Haye	Déclaration Schuman	Plan Pleven, ministre français
Date de fondation	1949	1951	1952
Adhérents	47 membres dont plusieurs pays non membres de l'UE comme la Suisse et la Turquie	6 membres, futurs fondateurs de la CEE	6 Etats prévus : France, RFA, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et les Etats-Unis
But	Promotion des droits de l'homme et de la coopération sur le continent	Organisation des industries du charbon et de l'acier, les deux principaux produits échangés en Europe	Défense de l'Europe en coopération avec les Etats-Unis
Nature	Organisation de réflexion politique consultative	Organisation supranationale	Organisation de coopération intergouvernementale
Bilan : Réflexion sur l'identité politique de l'Europe, création d'une cours de justice comme organe de recours en matière de droit de l'homme	redressement industriel après la seconde Guerre Mondiale	Rejetée par le Parlement français en août 1954 mais la RFA se réarme dans le cadre de l'UEO (Union Européenne Occidentale) créée par les accords de Paris en octobre 1954.	

3) Une vision d'ensemble : la naissance de la CEE

Le projet européen est relancé au milieu des années 1950. Cette relance est effectuée par Jean Monnet, Paul-Henri Spaak, qui reçoivent le soutien des gouvernements des 6. Les six pays de la CECA parviennent à une convergence des points de vue sur la nécessité :

- d'une action large de préférence à une intégration sectorielle,
- d'éviter une montée du nationalisme en France et en Allemagne

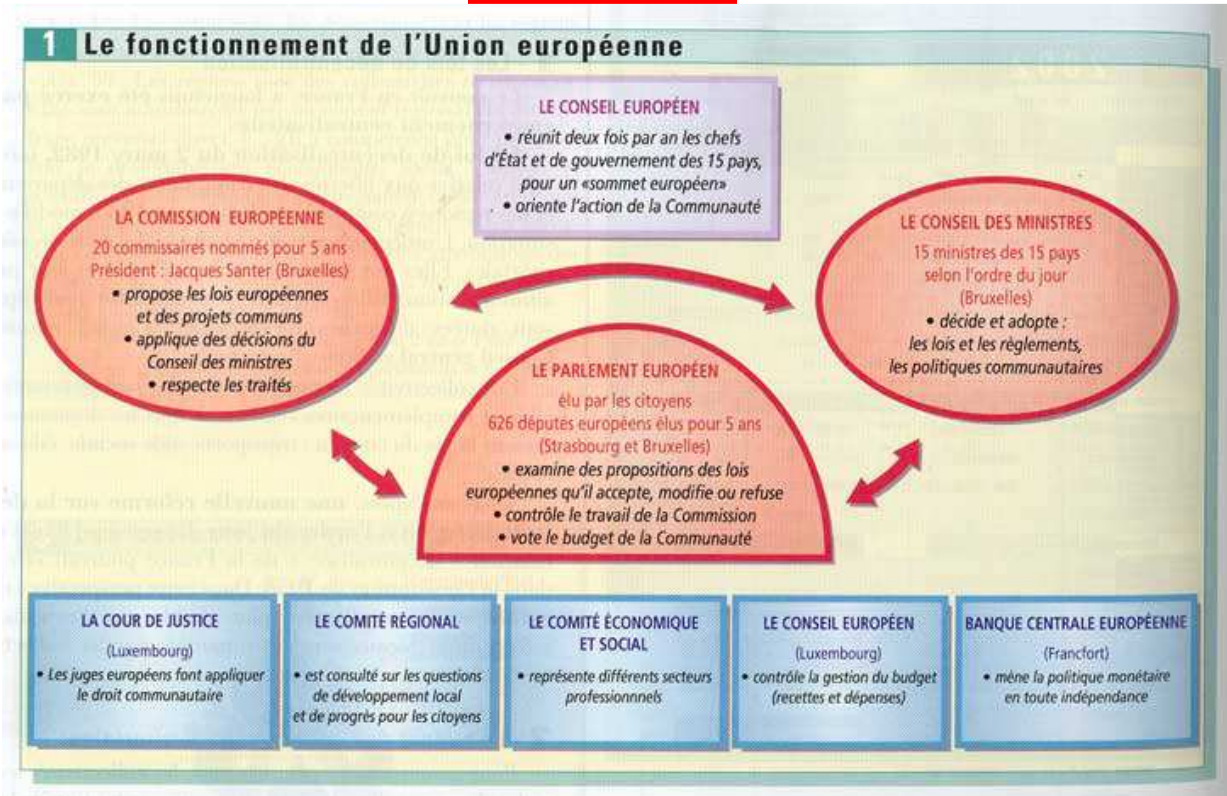
Cela débouche sur la conférence de Messine en juin 1955 qui désigne des experts chargés de faire des propositions concrètes, propositions ensuite validées par les gouvernements. Ceux-ci souhaitent reprendre l'initiative après l'échec de la CED, dans un contexte international troublé (début de la guerre d'Algérie en 1954-1955, crise de Suez et répression en Hongrie en 1956)

Les institutions européennes sont mises en place. Malgré le passage de 6 à 27 membres (28 avec l'entrée de la Croatie au 1<sup>er</sup> juillet 2013) et les difficultés de fonctionnement, le fonctionnement a peu changé.

- schéma des institutions européennes reproduit dans les manuels scolaires, toujours actuel, malgré le passage de 6 à 27 membres et les difficultés de fonctionnement.

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948



#### **B. 1958-1989 une construction européenne plus économique que politique**

##### 1) La « petite Europe » du marché commun

L'approche est essentiellement économique avec l'objectif de réaliser plus qu'une zone de libre-échange, un marché commun conçu comme une zone de prospérité et de solidarité. Plusieurs décisions sont prises qui commencent à créer un marché économique commun :

- création d'un **tarif douanier commun** qui aboutit à la libéralisation progressive et complète des échanges commerciaux entre les Six et à la création d'un tarif extérieur commun contre les importations. Il s'agit ici d'un mélange de libéralisme et de protectionnisme qui doit doper les échanges intra-communautaires et les mettre à l'abri de la concurrence extérieure.
- mise en œuvre de **politiques sectorielles** dans les domaines de :
  - o l'énergie avec la création d'EURATOM
  - o l'agriculture avec la mise en œuvre de la politique agricole commune (PAC) en 1962. Des mécanismes de prix garantis par l'Europe sont mis en place pour divers produits et financés par une caisse appelée FEOGA (fonds européen d'orientation et de garantie agricoles)
  - o des transports avec une politique commune pour favoriser la libre-circulation des marchandises et des personnes.

##### 2) Les premières ouvertures : vers le libre-échange ou vers l'union politique ?

La première ouverture se fait par l'intégration de pays de l'Europe du Nord : Royaume-Uni, Irlande et Danemark. Cependant, l'entrée du Royaume-Uni dans l'Union Européenne constitue une pierre d'achoppement pour le processus européen en raison d'une opposition farouche de la France par l'intermédiaire du Général De Gaulle. Cette opposition repose sur deux visions et deux optiques différentes des participations des membres de la CEE :

- l'optique britannique consiste à entrer dans une Europe transformée en zone de libre-échange, à obtenir des avantages particuliers pour le Commonwealth, à conserver

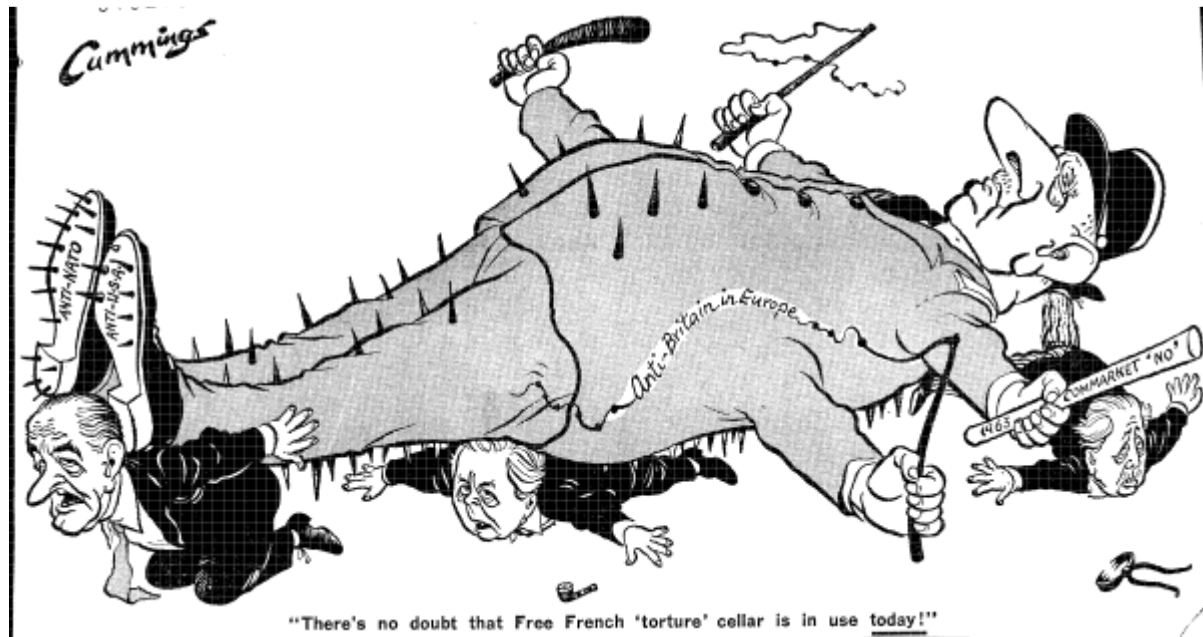
## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

un statut de puissance européenne

- l'opposition française : De Gaulle subordonne cette entrée à une véritable coopération politique et militaire européenne qui couperait le Royaume-Uni de ses relations privilégiées avec les Etats-Unis. De Gaulle souhaite la création d'une « Europe européenne », autonome dans ses choix politiques et militaires et qui serait en fait sous influence française. Cette position aboutit à un véritable veto à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE, en 1963 et en 1967, car il se méfie de l'atlantisme anglais et de leur préoccupation économique qui pourrait transformer l'organisation du marché commun.

**Document : Le deuxième veto de la France face à l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE.**



Textes :

- sous les chaussures de De Gaulle : Anti-OTAN, Anti-USA
- sur le corps de De Gaulle : Anti-Angleterre en Europe
- 1963 : Non à l'entrée dans le marché commun
- Légende : « Il n'y a pas de doute que la chambre de torture française gratuite est en action aujourd'hui »

Source : Michael Cummings, Daily Express, 5 avril 1967.

Après la démission de De Gaulle de la présidence de la République française en 1969, Pompidou choisit la souplesse, avec l'appui du chancelier allemand, Willy Brandt, surtout préoccupé par l'ostpolitik. Au **sommet de La Haye** (1969), il accepte l'entrée du Royaume-Uni dans le cadre d'un tryptique « achèvement, élargissement, approfondissement. »

La deuxième phase d'ouverture amène à l'intégration méditerranéenne avec les entrées de la Grèce en 1980, de l'Espagne et du Portugal en 1986. Ces pays ont des points communs. Ils sont tous 3 devenus des pays candidats après la fin d'un régime dictatorial et le retour à la démocratie. Ces extensions ne posent guère de problèmes sauf en France en 1986, à cause des craintes des agriculteurs et des maraîchers devant la concurrence des produits ibériques.

### 3) La lente extension de l'espace politique européen

L'extension de l'espace politique européen commence ce qui peut sembler paradoxal sous l'impulsion de De Gaulle, qui envisage une Europe forte dominée par la France. En 1961, les

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

plans Fouchet I et II définissent le fonctionnement d'une Europe fondée sur des ententes intergouvernementales et non sur des organes indépendants. Face aux résistances des autres pays, ce plan est abandonné et de Gaulle donne la priorité à l'entente franco-allemande en signant en janvier 1963 le traité de l'Elysée :

- C'est le début du couple franco-allemand qui s'affirme sans cesse comme le pilier de l'Europe. Tous les dirigeants français et allemands s'efforcent de perpétuer cette tradition et de la consolider par des actes forts, comme par exemple F. Mitterrand et H. Köhl la main dans la main à Verdun en septembre 1984.
- De septembre 1965 à janvier 1966, la France s'oppose à un projet de renforcement des pouvoirs de la Commission européenne. Elle pratique la « politique de la chaise vide » en cessant de faire siéger les représentants français à la Commission européenne, afin d'empêcher un projet d'union politique qui octroierait plus de pouvoir à la Commission et au Parlement et qui étendrait la pratique du vote majoritaire. Elle finit par obtenir satisfaction avec le compromis de Luxembourg le 29 janvier 1966, qui permet à un Etat d'opposer son veto à toute décision communautaire menaçant ce qu'il considère comme ses intérêts vitaux. Rq : cette pratique est lourde de conséquences car elle paralyse peu à peu la mécanique communautaire.

L'extension de l'espace politique européen se confirme avec la fusion des 3 exécutifs européens en 1965 : la direction de la CEE, d'EURATOM et de la CECA devient commune, elle est exercée par les instances de la CEE.

L'extension de l'espace politique européen continue au cours des années 70 avec la création de 2 nouvelles institutions :

- un **Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement** qui fixe les grandes orientations
- un **Parlement Européen élu au suffrage universel** pour 5 ans à partir de 1979.

L'extension de l'espace politique européen franchit une nouvelle étape avec le Conseil Européen de Fontainebleau (juin 1984) qui :

- règle le débat lancinant sur la contribution britannique au budget européen. En effet, depuis son entrée dans la CEE, le Royaume-Uni a obtenu la reconnaissance d'avantages financiers aux Britanniques en échange de leur acceptation des avancées communautaires.
- abandonne la règle de la décision à l'unanimité, remplacée dans de nombreux cas par le vote à la majorité qualifiée, pour éviter les blocages.
- lance la réalisation d'un marché unique, préparé par l'**Acte Unique Européen** (1986), qui concerne de nombreux domaines de la vie économique et quotidienne comme l'électricité et l'énergie, les télécommunications, les transports, entre autres.

#### **C. 1989-2012, un chantier sans fin**

##### 1) L'élargissement

La chute du bloc de l'Est en 1989-1991 a de nombreuses conséquences pour l'UE<sup>2</sup> qui encourage la transition vers la démocratie libérale et l'économie de marché. La réunification de l'Allemagne entraîne un élargissement territorial de l'UE, avec l'intégration de l'ancienne RDA, soit 18 millions de nouveaux habitants. La nouvelle Allemagne représente alors 23% de la population européenne (contre 19% auparavant) et 30% du PIB européen (contre 26% auparavant). Le traité « 2+4 » signé en octobre 1990 garantit les frontières actuelles.

Des pays ayant adopté la neutralité pendant la guerre froide entrent dans la Communauté Européenne : l'Autriche, la Finlande, la Suède en 1995.

---

<sup>2</sup> Le terme Union Européenne s'utilise officiellement avec la mise en application du traité de Maastricht en 1993.

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

La perspective de l'adhésion des anciens pays communistes dits PECO (pays d'Europe centrale et orientale) s'impose peu à peu. Elle s'effectue en 2 temps en 2004 et en 2007 avec l'entrée de la Bulgarie et de la Roumanie

Cela conduit à une évolution majeure pour l'UE :

- Un décentrement vers l'Est
- Une intégration assez rapide de pays à l'économie fragile, en pleine restructuration après plusieurs décennies de régime communiste et au niveau de vie et de développement inférieur à la moyenne européenne.
- Une obligation de ne plus faire l'impasse sur les questions institutionnelles, car des institutions conçues pour une Europe à 6 s'avèrent inadaptées et marque un blocage des institutions de plus en plus criant.

#### 2) L'approfondissement, de l'économique au politique

Cette période se marque aussi par l'extension des politiques européennes dans la vie quotidienne, notamment dans les domaines de l'environnement ou dans le domaine de l'immigration avec la création de l'espace Schengen dont l'accord est signé en 1985 et est appliqué en 1995.

Le traité de Maastricht, signé le 07 février 1992 approfondit la construction européenne en combinant les approches économiques et politiques. Il repose sur 3 piliers complémentaires.

- **Le pilier économique** aboutit à la réalisation de l'union économique et monétaire (UEM) parachevée par la création d'une monnaie unique, l'euro, garanti par le respect de « critères de convergence » stricts et géré par une banque centrale européenne (BCE) et **politique** avec reconnaissance de symboles de l'Europe (drapeau à 12 étoiles, hymne européen), création d'une citoyenneté européenne qui permet à tout citoyen de l'Union Européenne de circuler librement à travers l'ensemble des pays de la zone, d'adresser des pétitions, de voter et d'être éligible aux élections locales et européennes.

MAIS c'est une application partielle pour la zone euro, qui ne comprend actuellement que 17 Etats. D'où question de l'unité politique possible d'une zone qui n'a pas d'unité sur un point aussi important et symbolique que la monnaie.

- Le pilier de la **politique étrangère et de sécurité** avec la nomination d'un haut représentant chargé de représenter l'UE, (aujourd'hui la britannique Catherine Ashton)
- **Le pilier de la coopération policière et judiciaire** pour répondre aux problèmes posés par la libre-circulation des personnes au sein du grand marché

#### 3) La maturation du projet politique

Après le traité de Maastricht, le projet politique européen piétine. Les traités d'Amsterdam (1997) et de Nice (1999) tentent d'améliorer le fonctionnement de l'Europe mais ne réalisent que des ajustements marginaux. Les Européens lancent un projet de constitution européenne, préparée par une convention que préside Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République française. Mais le texte est rejeté par référendum aux Pays-Bas et en France.

Pour sortir de l'impasse, l'UE adopte en 2007 le **traité simplifié de Lisbonne** qui renforce le rôle du Parlement européen, et crée un droit d'initiative permettant aux citoyens de proposer à la Commission des initiatives.

Malgré ces évolutions, le « **déficit démocratique** » est considéré comme encore trop fort. L'expression met en cause le manque de légitimité d'institutions européennes gérées par des bureaucrates (« les **eurocrates** ») sans réel contrôle des citoyens.

## II. Le modèle européen, un sujet de discord

### A. la diversité des conceptions

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

#### 1) Les confédéralistes

Ils sont partisans du principe d'intergouvernementalité qui consiste en une simple coopération entre gouvernements, préservant la souveraineté nationale de chaque Etat et impliquant des prises de décision à l'unanimité. On les appelle aussi **unionistes**.

Ils considèrent que l'Europe ne procède pas d'un idéal mais d'une nécessité historique remontant au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Ils croient en l'importance primordiale des nations et au poids des motivations nationales dans la construction européenne : par exemple, pour la France, rester ou redevenir une puissance continentale, pour l'Allemagne, retrouver une puissance.

Ils sont symbolisés par le Général de Gaulle, président de la République française de 1958 à 1969, par Margaret Thatcher, Premier Ministre britannique de 1979 à 1991 et par ses successeurs, y compris le travailliste Tony Blair qui déclare dans un discours à Varsovie, devant la Bourse polonaise, le 6 octobre 2000 « De par sa force économique et politique, l'Europe peut être une superpuissance, mais pas un super-Etat. »

#### 2) Les fédéralistes

Les fédéralistes espèrent un déclin progressif des Etats-Nations qui ont, à leurs yeux, conduit l'Europe au chaos de la Seconde Guerre Mondiale. Ils sont attachés à certaines étapes d'une évolution fédérale de l'Europe.

Ils sont partisans du principe de **supranationalité** : caractère d'une institution qui dépasse le cadre des Etats et à laquelle ces derniers délèguent une part de leur souveraineté. Ils ont soutenu le projet de communauté politique européenne qui devait compléter la CED.

Cette approche est défendue par les Allemands, par exemple le ministre des Affaires Etrangères Joscha Fischer, dans un discours fameux à l'université Humboldt en mai 2000.

#### 3) La synthèse pratique néo-fonctionnaliste

Aucune des deux précédentes lignes ne peut s'imposer durablement dans le processus de construction européenne. Une ligne intermédiaire domine : le **néo-fonctionnalisme**, qui combine selon les circonstances méthode intergouvernementale et méthode fédéraliste. C'est ce que l'on appelle la « méthode Monnet » devenue plus largement la « méthode communautaire ». Elle est théorisée par la déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950 : « la paix ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble, elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. »

Elle caractérise la démarche adoptée par les « Pères de l'Europe », auxquels les dirigeants européens continuent de se référer aujourd'hui.

Noms	Etat	Origine et formation	Tendance politique	Action Européenne	Fonctions exercées
Jean Monnet	France	Négociant	droite	Fondation de la CECA	Président de la CECA et Haut fonctionnaire
Robert Schuman	France	Avocat	démocrate chrétien <sup>3</sup>	Fondation de la CECA	Ministre des Affaires Etrangères
Konrad Adenauer	RFA	Avocat	démocrate chrétien : Réconciliation franco-allemande	Chancelier de la RFA	

<sup>3</sup> La démocratie chrétienne est un courant politique européen favorable au développement de l'Etat providence et de l'Etat keynésien.



## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

Alcide de Gasperi	Italie	Journaliste	démocrate chrétien	Promoteur de la CED et de la CEE	ministre et président du conseil italien
Paul-Henri Spaak	Belgique	Juriste	Socialiste	Négociateur du traité de Rome	Ministre et premier ministre
Joseph Bech	Luxembourg	Avocat	Droite catholique	Relance de l'Europe après l'échec de la CED	Ministre et premier ministre
Johan Willem Beyen	Pays-Bas	Juriste et banquier	Démocrate chrétien	Préparation de la CEE	Ministre des Affaires Etrangères

#### **B. Un large éventail de sensibilités**

##### 1) Les soutiens à la construction européenne

Plusieurs familles politiques soutiennent la construction européenne :

- la démocratie-chrétienne : mouvement politique qui fonde sa vision de la démocratie sur les valeurs chrétiennes. Ce mouvement est présent au Benelux, en Allemagne, en Italie et plus ponctuellement en France avec le MRP.
- la social-démocratie : mouvement politique qui regroupe la gauche non communiste et qui donne la priorité à la réduction des inégalités sociales. Les partis socialistes sont présents dans toute l'Europe.
- les libéraux : ce mouvement associe la défense des libertés politiques et du libre-échange. Il est largement présent en Europe, notamment en France, en GB, en Allemagne et en Autriche, et dans certains anciens pays communistes.

Les associations **européistes** (= partisans de la construction européenne), souvent mal connues et souvent réduites à des cercles confidentiels d'experts, d'universitaires ou d'économistes, participent aussi au soutien à la construction européenne.

Les milieux économiques voient une partie du patronat soutenir le processus de construction européenne mais il y a des exceptions chez certains industriels attachés à des systèmes anciens d'ententes multilatérales garanties par le protectionnisme.

Les réseaux intellectuels sont aussi des soutiens forts à la construction européenne :

- des intellectuels prestigieux ont participé dans les années 1919-1939 au militantisme européen du mouvement Pan Europe : l'allemand Thomas Mann, l'anglais George Bernard Shaw, les Français Paul Valéry et Paul Claudel, l'espagnol José Ortega y Gasset, l'autrichien Stefan Zweig...
- Cette tradition est reprise après 1945 par André Malraux, Albert Camus, George Orwell, entre autres

Les courants religieux sont aussi favorables à la construction européenne. Les papes soutiennent la construction européenne par anticommunisme et par attachement aux racines chrétiennes de la culture européenne. Les communautés protestantes et catholiques voient également dans l'Europe un cadre favorable à l'œcuménisme (= rapprochement des différentes églises chrétiennes)

##### 2) Les forces d'opposition politique

Il existe cependant un fort courant d'hostilité à l'Europe, incarné par des sensibilités très différentes :

- les partis d'extrême-gauche qui assimilent l'Europe au capitalisme
- les partis d'extrême-droite qui combattent l'Europe au nom de la souveraineté nationale et de la lutte contre l'immigration. Ils sont arrivés au pouvoir en Hongrie, où

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

le Premier Ministre actuel V. Orban multiplie les prises de distance vis-à-vis de l'UE et séduisent une partie de l'opinion publique dans plusieurs pays (Danemark, France, Italie, etc...)

- une frange des partis conservateurs, en France ou en G.B.
- les sensibilités nationales : celles d'une majorité de Gaullistes en France, celle des Britanniques, attachés à leurs liens privilégiés avec les Etats-Unis et avec le Commonwealth
- certains mouvements régionalistes : ligue lombarde en Italie, indépendantistes catalans en Espagne entre autres.

Cette diversité recouvre une diversité d'approches face à l'Europe. Il faut en effet distinguer :

- **les anti-européens** : terme apparu dans les années 1920 et utilisé par les fascistes. Il est remplacé après 1945 par des appellations plus spécifiques rejetant une institution européenne précise : anti CEDistes contre la CED en France, anti-marketeters contre la CEE en Grande-Bretagne.
- **les eurosceptiques** : terme apparu dans les années 1980. Il désigne une attitude de méfiance envers l'efficacité de la construction européenne, qui est différente d'une opposition de principe.
- **les souverainistes** : terme apparu dans les années 1990, qui désigne les défenseurs des souverainetés nationales contre le poids à leurs yeux excessif de l'Europe

#### **C. L'alternative éphémère d'une autre Europe : l'AELE**

##### 1) Une naissance circonstancielle

Sa création est suscitée par la Grande-Bretagne pour faire contrepoids à la CEE, surtout après le double veto de De Gaulle à l'entrée des Britanniques. Son officialisation se fait par la convention de Stockholm en janvier 1960. Elle comprend 7 Etats membres : Autriche, Danemark, Grande-Bretagne, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, puis Islande en 1970, Finlande en 1986 et Liechtenstein en 1991 qui se coordonnent par le biais d'un Conseil et d'un Secrétariat aux pouvoirs limités.

##### 2) Des activités limitées

Pour l'essentiel, c'est une zone de 13 millions d'habitants, fondée sur le libre-échange et l'intégration économique, ce qui s'est traduit par la signature de nombreux accords de partenariats commerciaux avec divers pays du monde. Elle repose sur 3 caractéristiques économiques majeures :

- fort PIB, supérieur à la moyenne du PIB de l'UE
- ressources halieutiques et en hydrocarbures au nord
- activités bancaires au sud

Elle n'a aucune dimension politique ce qui correspond parfaitement au refus d'une supranationalité des institutions européennes par le Royaume-Uni.

##### 3) Une possible dislocation ?

L'entrée progressive des différents membres de l'AELE dans la CEE puis dans l'UE a rendu caduque cette organisation. Les Etats restant dans l'AELE sont le Liechtenstein, la Suisse, la Norvège et l'Islande, qui a fait acte de candidature à l'UE. Ils pourraient intégrer sans difficulté l'UE mais leurs opinions publiques y sont hostiles.

Ces Etats ont par ailleurs des accords particuliers avec l'UE, ce qui fait d'eux une périphérie plus ou moins intégrée de la « grande Europe »

### **III Une ambition européenne à l'échelle du monde**

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

#### **A. Une puissance en construction**

##### 1) La naissance d'une diplomatie

Pendant la Guerre Froide, la diplomatie de l'Europe a été marquée par une grande paralysie. La première manifestation concrète est la conférence d'Helsinki (1973-1975), conférence paneuropéenne demandée par les Soviétiques pour garantir l'intangibilité des frontières et organiser la coopération industrielle. 33 pays d'Europe participent dont les 9 pays de la CEE de l'époque. Cela a permis aux Européens de faire inscrire des notions de démocratie, de droits de l'homme, dans des textes signés par les Soviétiques<sup>4</sup>.

Aujourd'hui, les historiens et les géopoliticiens constatent toujours une relative discrétion de la diplomatie européenne, malgré l'existence d'un haut représentant chargé de conduire la politique extérieure de l'Europe et la participation de l'UE à plusieurs instances internationales, en particulier le G 8 et le G 20 et malgré l'existence d'un poste de « ministre des Affaires étrangères européen » - poste occupé depuis 2007 par la Britannique Catherine Ashton.

Un constat d'échec de la diplomatie européenne s'est fait jour face à l'éclatement de l'ex-Yougoslavie entre 1991 et 1999, un éclatement marqué par l'épuration ethnique des musulmans de Bosnie commise par les Serbes de Bosnie et par la guerre du Kosovo. Les principales puissances ont des attitudes divergentes : elles ne se mettent pas d'accord sur l'envoi d'une force d'interposition, d'autres refusent. Ce sont finalement les Etats-Unis qui mettent fin à la guerre et qui imposent la paix.

L'intervention américaine en Irak en 2003 a aussi montré les difficultés pour les Européens de parler d'une seule voix : la France, comme l'Allemagne, s'opposant fermement à l'envoi de troupes alors que le Royaume-Uni, l'Espagne ou la Pologne se sont rangés du côté des Etats-Unis.

Enfin, les révolutions du « printemps arabe » 2011, aux portes méditerranéennes de l'Europe, montrent l'urgence d'une vraie diplomatie concertée, après l'échec de l'union pour la Méditerranée lancée par le président français Nicolas Sarkozy en 2008.

##### 2) L'élaboration d'une défense européenne

Le long discrédit de la CED a paralysé toute initiative en ce sens. Le processus a commencé par des coopérations bilatérales ponctuelles. Il est relancé après la fin de la guerre froide car

- il n'y a plus de nécessité absolue du parapluie américain;
- il n'y a plus de certitude de la présence automatique des Etats-Unis. De plus, on constate une évolution de la politique américaine avec le président Barak Obama, qui demande une participation militaire et financière aux Européens.

L'initiative est franco-allemande avec la création d'un eurocorps en mai 1992. Il est conçu dans un esprit de partenariat avec l'UEO et l'OTAN. Par la suite, est créée une force de réaction : l'EUROFOR. Enfin, une stratégie européenne de défense est élaborée pour lutter contre le terrorisme et la dissémination nucléaire

MAIS de nombreux obstacles se dressent sur cette coopération dans le domaine de la défense européenne : problèmes de décision, problèmes d'analyse des relations internationales, comme par exemple lors de la guerre d'Irak lancée en 2003 par les Etats-Unis contre Saddam Hussein.

##### 3) Un atout : les territoires ultramarins de l'UE

Les territoires européens dans le monde ne sont pas négligeables (DROM-COM français, Groenland danois, Açores et Madère portugaises, Baléares et Canaries espagnoles, Antilles néerlandaises, entres autres). Ces territoires ultramarins sont l'héritage de la colonisation avec lequel le congrès de La Haye a voulu préserver le lien. Dans les années 1950, plusieurs

---

<sup>4</sup> Pour autant, les Soviétiques n'ont jamais respecté le texte signé.

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

conférences internationales organisés par des organisations européistes réfléchissent aux modalités du lien Europe/outr-mer, et affirment la nécessité d'une modernisation économique. Ces espaces sont une fenêtre européenne sur tous les continents, sur toutes les façades maritimes, un relais économique, politique et culturel

#### **B. Un acteur des relations internationales**

##### 1) L'Union Européenne et les Etats-Unis

La relation entre ces deux entités repose d'abord sur l'héritage de la guerre froide avec la notion de « solidarité occidentale » face au bloc communiste. La plupart des pays d'Europe de l'ouest adhèrent à l'OTAN, tandis que les Etats-Unis appuient les projets d'unification européenne. Le discours américain repose la conception d'une « communauté atlantique », concept avancé par John Fitzgerald Kennedy dans un discours à Philadelphie en 1962. Il y fait la proposition d'une grande alliance commerciale, politique et militaire transatlantique LES ETATS-UNIS-CEE. Par la suite, les relations évoluent avec une méfiance plus importante des Etats-Unis :

- devant De Gaulle qui cherche à s'affranchir de l'influence américaine en dotant la France de l'arme atomique et en tissant des liens avec les pays de l'Est et le Tiers-Monde.
- devant la « forteresse Europe » Dans les cycles des négociations commerciales internationales, ils s'efforcent de préserver leur suprématie face à la montée en puissance de l'économie européenne. De multiples guerres commerciales opposent les Etats-Unis et la CEE puis l'UE sur de nombreux produits. Ces conflits sont réglés d'abord par des accords ponctuels (accords de Blair House en 1992) puis dans le cadre de l'OMC

Une relance politique se fait cependant à partir des années 1970. Henry Kissinger, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères américains, proclame 1973 « année de l'Europe » et la CEE répond par une « Déclaration sur l'identité de l'Europe » au sommet de Copenhague. Ces deux textes ne comportent pas d'initiative notable mais expriment une volonté de relation harmonieuse

MAIS les Etats-Unis tentent toujours d'entraver la réalisation d'une Europe de la défense et continuent à concurrencer l'espace économique européen. Ils ont renforcé l'OTAN en y accueillant les anciens pays communistes.

##### 2) L'Europe et la Russie :

Une longue période de méfiance marque les relations de l'URSS envers la CEE. Les Soviétiques ont refusé le plan Marshall, combattu la CED et manifesté leur hostilité à la CEE. Cependant, on constate un assouplissement au cours des années 1970, mais l'URSS n'envisage qu'un développement des échanges commerciaux. Gorbatchev lance en 1988 l'idée d'une « maison commune européenne », notion impliquant des échanges entre les différents blocs, à laquelle le président François Mitterrand fait écho en parlant de « confédération européenne »

Après la fin du communisme en Russie, une période complexe s'ouvre, pendant laquelle les anciens pays du bloc soviétique se rapprochent de l'Europe, tandis que l'URSS se désagrège en 15 républiques indépendantes. 12 d'entre elles se retrouvent pour former la CEI (Communauté des Etats Indépendants).

Les Européens négocient rapidement un partenariat avec la Russie. L'accord de partenariat et de coopération est signé en décembre 1997 et garantit à la Russie des aides financières de l'UE : environ 20 milliards € versés de 1991 à 2006

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

MAIS problèmes persistants concernent les fournitures en hydrocarbures et les relations avec l'Ukraine et la Moldavie

#### 3) L'Europe et le Tiers-Monde (puis les pays du Sud)

La coopération avec la CEE se fait d'abord par la signature de la convention de Lomé entre la CEE et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) qui instaure une coopération commerciale. Le 1<sup>er</sup> accord dit **Lomé I** est signé en 1975, il est reconduit tous les 5 ans jusqu'en 1995, puis il est remplacé par l'**accord de Cotonou** entre les 27 de l'UE et les 79 de l'ACP. Il s'agit d'un prolongement des accords commerciaux avec les anciennes colonies de l'Outre-Mer. Cela aboutit aussi à l'implication de l'UE dans les situations d'urgence humanitaire : envoi de dons, de personnels médicaux et techniques, de matériels divers.

Enfin, l'Union Européenne met en œuvre une politique de voisinage (PEV) fondée sur la coopération technique et financière avec les voisins de l'UE au sud-est du continent (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Moldavie, Géorgie, Ukraine) et au sud de la Méditerranée (Maroc, Algérie, Tunisie, autorité palestinienne, Egypte, Libye, Liban, Syrie, Jordanie). Les buts sont de réduire les migrations clandestines, de stabiliser les frontières extérieures de l'UE.

### **C. Une diversité des approches**

#### 1) L'Europe, une entité régionale de plus ?

L'Europe n'est pas la seule organisation régionale dans le monde. Il y en a beaucoup d'autres. Certaines sont connues comme l'ALENA (association de libre échange nord américain, qui groupe le Canada, les Etats-Unis et le Mexique). D'autres sont peu connues comme les organisations régionales africaines, en dehors de l'Union Africaine.

Mais il y a une différence majeure entre ces diverses organisations et l'UE : seule l'UE réalise une intégration économique, politique ou culturelle aussi poussée.

#### 2) L'attractivité de l'Union Européenne

L'UE est pôle migratoire majeur, que tente de réguler l'espace Schengen

C'est une puissance économique car même si elle ne représente que 7% de la population mondiale, elle exporte chaque année 1650 milliards de \$ de marchandises et en importe 1750 milliards de \$, soit 18% des échanges commerciaux internationaux.

C'est une zone de solidarité :

- grâce à la mise en place d'une politique régionale par le biais du FEDER (fonds de développement régional), qui profite aux zones les plus en difficulté de l'Europe : d'abord les zones méditerranéennes, puis l'ensemble des zones fragiles (par exemple les zones rurales et les zones de montagne)
- grâce à la mise en place d'une politique sociale, définie par la charte des droits sociaux fondamentaux et financée par le FSE (Fonds Social Européen)

C'est une zone d'échanges culturels. On attribue à Jean Monnet cette formule « si c'était à refaire, je commencerais par la culture. » De multiples initiatives tendent à développer une identité culturelle européenne, à travers les programmes ERASMUS qui concernent les étudiants en cours de cursus universitaire. Ce dispositif forme le creuset d'une identité européenne fondée sur un sentiment d'appartenance à un ensemble qui partage les mêmes valeurs.

#### 3) L'Union Européenne, un espace d'intégration potentiel

Des critères d'adhésion précis, à la fois économiques et politiques, sont regroupés sous le nom de **critères de Copenhague**, du nom du sommet européen qui les a fixés en 1993. Il s'agit de

## Thème 4 : Les échelles de gouvernement

### Chapitre 9 : L'échelle continentale, Le projet d'une Europe politique depuis le Congrès de La Haye en 1948

respecter un certain nombre de principes démocratiques et d'atteindre un certain niveau de développement économique.

De nombreux pays ont fait des demandes de candidature ce qui leur confère des statuts différents selon l'avancée de celle-ci :

- 5 candidats reconnus : Croatie (entrée prévue le 1<sup>er</sup> juillet 2013), Macédoine, Monténégro, Turquie, Islande
- 4 candidats potentiels : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Serbie

Le problème de la Turquie reste posé depuis près de 50 ans. C'est un Etat associé depuis 1963, candidat depuis 1987, membre de l'OTAN, et un partenaire majeur des échanges commerciaux et touristiques avec l'UE. Ce pays a effectué de nombreux progrès sur le plan politique : abolition de la peine de mort, amélioration du sort des minorités kurdes. La question de la reconnaissance du génocide arménien constitue une pierre d'achoppement. Les Européens hésitent cependant à donner une réponse définitive à cause de l'histoire et du contexte géopolitique actuel et notamment en raison de l'instabilité des zones géopolitiques frontalières de la Turquie. La Turquie refuse quant à elle le statut de « partenariat privilégié » proposé par l'UE.

#### **Conclusion :**

L'UE apparaît aujourd'hui comme un géant économique qui a un poids considérable dans les échanges commerciaux internationaux. Son existence comme entité est confirmée par des symboles forts tels que le drapeau, l'hymne, l'euro. Mais elle reste un « nain politique », caractérisée par une avancée limitée du projet d'unité politique, par une intégration à la carte (espace Schengen, zone euro) et par la faiblesse du sentiment européen au sein des populations. Ce hiatus est entretenu par un clivage au sein de l'Europe, qui oppose les partisans d'une « Europe-marché » et ceux d'une « Europe-puissance ». Mais ces derniers divergent sur les moyens d'y parvenir.